

SÉRIE DE WEBINAIRES DE RUFORUM (2020)

Des partenariats pour une meilleure réponse des universités africaines aux défis et opportunités émergents

Rapports de synthèse

Introduction

Les effets de la crise du coronavirus (COVID-19) à travers le monde ont été phénoménaux depuis son arrivée en décembre 2019 en Chine. Les impacts ont été ressentis dans toutes les sphères de l'économie et des opérations mondiales. L'enseignement supérieur a connu des interruptions importantes et, selon l'UNESCO, les universités et autres établissements d'enseignement supérieur de 175 pays ont été fermés, affectant près de 220 millions d'apprenants dans le monde. Dans la région de l'Afrique subsaharienne, le COVID-19 a touché environ 98% de tous les étudiants de l'enseignement supérieur, les pays imposant des mesures visant à contenir la propagation du virus. La pandémie a aussi entraîné des pertes de revenus importantes pour les universités, en termes de frais de scolarité et aux autres services offerts par leurs campus respectifs.

Pour une meilleure réponse de nos universités aux défis et opportunités émergents engendrés par la pandémie, le Secrétariat du RUFORUM a organisé une série d'évènements en ligne de juin à octobre 2020. Treize (13) webinaires ont été réalisés pour stimuler un dialogue et des orientations pour les acteurs de l'enseignement supérieur, des gouvernements et du secteur privé en Afrique comme riposte à la pandémie et en synergie avec les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. Reconnaisant le rôle des universités dans cette riposte, l'audience ciblée comprenait des responsables politiques et de l'enseignement supérieur, le personnel et les étudiants universitaires, des experts techniques et des chercheurs. L'objectif général de la série de webinaires était de discuter des partenariats pour une meilleure réponse des universités africaines aux défis et opportunités émergents. Ces webinaires ont ciblé des participants de l'Afrique et de l'extérieur afin de recadrer le dialogue dans les contextes continental et global, et de s'appuyer sur les discussions précédentes issues de la réunion du partenariat afro-arabe à Kampala, la réunion du Partenariat mondial pour l'enseignement et la recherche agricoles supérieurs, tenue lors de la 16^{ème} assemblée générale annuelle du RUFORUM à Cape Coast, Ghana et le communiqué ministériel sur la promotion de la coopération à l'échelle continentale dans l'enseignement supérieur agricole, la science, la technologie et l'innovation. Les webinaires ont généré un dialogue et des points d'intervention qui ont beaucoup d'implications pour le réseau RUFORUM et d'autres agences universitaires et de recherche dans leur processus de coopération avec des agences continentales telles que l'Union africaine et l'Union européenne, ainsi que les gouvernements nationaux et d'autres organismes régionaux.

Ce rapport résume les questions émergentes et les recommandations pour renforcer l'enseignement supérieur agricole, les partenariats et les réponses aux défis émergents de la série de webinaires.

Participation à la série de webinaires RUFORUM:

Les treize (13) webinaires ont attiré plus de 100 conférenciers et modérateurs. Il s'agissait notamment d'anciens chefs d'État, de commissaires et directeurs de la CUA, de directeur de la DEVCo-Commission européenne et d'autres représentations, de directeurs et représentants de la FAO, de ministres du gouvernement, de Recteurs et d'autres responsables d'université, de directeurs d'autres représentations d'universités, acteurs du secteur privé, étudiants, organisations paysannes, agences gouvernementales, organisations non gouvernementales internationales et agences de financement telles que la Banque mondiale et la Fondation BRIDGIN.

L'audience était composée de plus de 100 pays à travers tous les continents. De meilleurs taux de participation ont été enregistrés en Ouganda, au Kenya, au Soudan, au Nigéria et aux États-Unis d'Amérique. Le nombre total d'inscrits était de 5 275 avec une participation moyenne de 60% pour chaque webinaire sur une période de cinq (5) mois (Figure 1). La répartition par sexe était de 60% d'hommes et 39% de femmes.

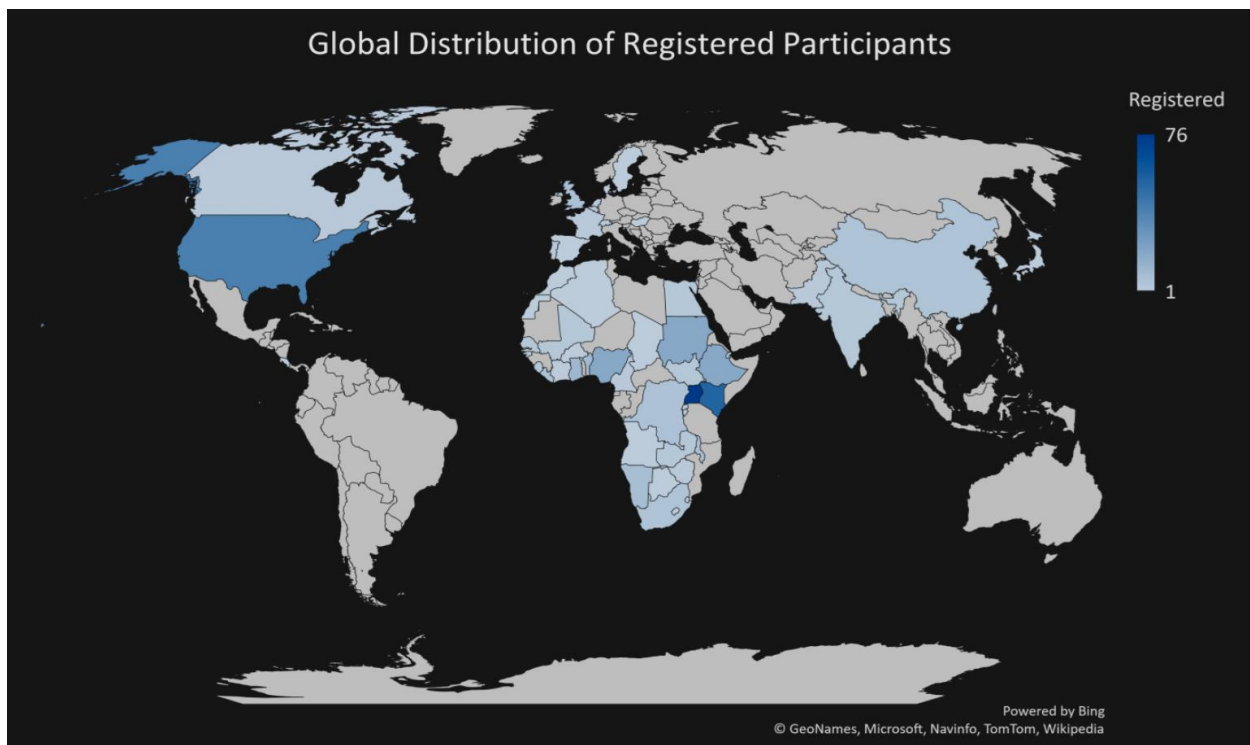


Figure 1: Participation au webinaire RUFORUM et répartition géographique

Domaines d'intervention:

Les domaines d'intervention des 13 webinaires peuvent être regroupés en quatre (4) grands thèmes, comme indiqué ci-dessous:

1. **Préparation et réponse des universités à la pandémie du COVID-19:** Ce domaine d'intervention a mis en évidence comment aborder les impacts de la pandémie COVID-19 sur les institutions et les processus académiques grâce au partage d'expériences entre les dirigeants universitaires. Il a également mis en évidence les défis, les opportunités et la nécessité de redéfinir l'enseignement supérieur sur le continent africain. Il a en outre articulé la nécessité de développer le potentiel d'apprentissage en ligne pour assurer la continuité dans les programmes d'enseignement, d'apprentissage, de recherche et de sensibilisation, même pendant les crises telles que la pandémie COVID-19.
2. **Transformation du système agroalimentaire en Afrique en période de crise:** il y a eu lieu de discuter des réponses du continent Africain aux pandémies et autres crises en matière des systèmes agroalimentaires pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Plus précisément, développer une riposte collective régionale aux ravageurs envahissants et aux maladies transfrontières des cultures et du bétail, renforcer les services consultatifs agricoles et soutenir les agriculteurs familiaux pendant la période de stress. Nous avons aussi souligné la nécessité d'un dialogue politique de haut niveau sur l'implication des universités et des instituts de recherche en Afrique pour créer une résilience dans les processus de sécurité agricole et alimentaire.
3. **Politique et pertinence de l'éducation pour le développement national:** Nous avons examiné le rôle que les universités et les instituts de recherche devraient jouer dans l'apport d'initiatives de réponse continentales, régionales et nationales face à la pandémie COVID-19 et à d'autres crises. Il s'est agi de discuter de la chaîne de valeur de l'éducation des fondements et compétences aux progrès de la science, de la technologie et de l'innovation pour le développement de l'Afrique. En outre, nous avons mis en évidence l'esprit d'entreprise en situation de pandémie, et en particulier, la nécessité de saisir les opportunités et réaligner les activités existantes pour mieux répondre aux besoins des clients actuels et futurs.
4. **Partenariats universitaires mondiaux pour relever les nouveaux défis du développement:** Ce domaine d'intervention a examiné les problèmes mondiaux émergents auxquels est confronté le secteur de l'éducation et les modèles d'enseignement supérieur agricole et de recherche pour transformer les sociétés et les économies. Le domaine d'intervention a également examiné les partenariats entre les universités en Afrique et d'autres réseaux afin de maximiser l'impact des défis liés à l'agriculture et aux systèmes alimentaires.

Problèmes émergents par domaine thématique:

Sur la base des discussions et des interactions au cours des webinaires, plusieurs questions ont émergé pour examen et action par les décideurs, les dirigeants d'universités, les technocrates, les chercheurs, les enseignants, les vulgarisateurs, les partenaires de développement et les étudiants. Pour les partenaires au développement tels que la Banque mondiale, la Fondation BRIDGIN et la Commission européenne, des domaines d'engagement spécifiques ont été soulignés. Pour la Commission de l'Union africaine, les ministres responsables de l'éducation, de l'agriculture, de la science, de la technologie et de l'innovation, et les recteurs des universités, des attentes spécifiques et points d'action des parties prenantes étaient évidents. Le résumé des points clés est présenté sous les cinq thèmes suivants:

1. Les universités, moteurs de l'agriculture, de l'éducation et des politiques

Les sociétés axées sur le savoir comptent sur les universités pour trouver des solutions aux défis sociétaux. Avec le COVID-19, il faut une ingénierie structurelle du partenariat université-politique pour réaliser les aspirations de développement des pays d'Afrique. Les gouvernements nationaux devraient impliquer activement les centres de recherche existants dans la conception et la mise en œuvre des politiques nationales et régionales d'éducation et des systèmes agro-alimentaires. Les universités devraient mettre à jour d'urgence leurs programmes, établir des liens solides et synergiques avec les communautés pour produire et transférer des technologies pertinentes pour les agriculteurs, intégrer des études avec une expérience industrielle et renforcer les partenariats université-industrie pour réduire la déconnexion et aider les gouvernements à concevoir des politiques et des stratégies pour aider les pays à reconstruire mieux de la pandémie COVID-19. Les étudiants des chaînes de valeur de l'éducation, en particulier ceux des établissements d'enseignement supérieur et des universités, restent au cœur de l'écosystème de recherche pour la création de connaissances et l'innovation nécessaires pour résoudre les problèmes et soutenir l'élaboration de politiques fondées sur des preuves. Des discussions, il ressort que:

- a) Les universités ont un rôle à jouer dans la formation des praticiens et des chercheurs pour la transformation de l'agriculture africaine et dans l'orientation des gouvernements et des partenaires de développement sur les choix politiques;
- b) Les universités et les établissements universitaires sont une porte d'entrée pour changer le monde plus rapidement parce qu'ils élèvent la plupart des leaders dans le monde et offrent un espace pour la génération d'idées, le test et le partage. Les universités ont un impact sur la population jeune grâce à l'enseignement, à la recherche et à l'engagement communautaire et, si elles sont stratégiquement positionnées, elles ont le potentiel d'influencer l'agriculture et l'éducation sur le continent;
- c) L'Union africaine, à travers son partenariat avec la Commission européenne et d'autres agences internationales, devrait donner la priorité aux investissements dans

- l'enseignement supérieur et la recherche pour générer des connaissances pour la formulation et la mise en œuvre des politiques;
- d) Les gouvernements africains devraient investir dans les universités et les instituts de recherche pour créer des installations telles que des laboratoires et des infrastructures TIC (y compris le renforcement des capacités pour la science des données et les études prospectives) qui amélioreront la production de connaissances et la capacité d'utiliser les connaissances pour le développement. Les gouvernements ont la responsabilité d'investir dans les universités et les instituts de recherche et de les engager à générer des connaissances pour faciliter la prise de décisions et les politiques fondées sur des données;
 - e) Des réseaux d'universités en Afrique, tels que RUFORUM, doivent collaborer avec les gouvernements africains en partenariat avec des organisations multilatérales telles que la Banque mondiale et la Banque africaine de développement pour investir dans la biotechnologie, l'agro-industrie et le développement des chaînes de valeur en Afrique; et;
 - f) Les modalités de politique et de financement devraient permettre au secteur de l'enseignement supérieur africain de mieux répondre aux besoins actuels et émergents tels que la pandémie COVID-19, les ravageurs et maladies transfrontières du bétail et des cultures et de reconstituer les capacités dans les sciences de première ligne (épidémiologie, virologie, pathologie, nématologie, entomologie, génétique moléculaire et sciences du sol).

2. Les partenariats comme voie de réponse et de résilience aux crises:

Aucun pays ne peut à lui seul relever avec succès les défis associés aux épidémies et aux pandémies en raison de leur nature transfrontalière ainsi que des frontières poreuses et de l'interdépendance de nombreux pays et écosystèmes africains. Les gouvernements africains devraient apprendre les uns des autres sur le développement et la mise en œuvre de systèmes éducatifs fondés sur des chaînes de valeur et bien connectés qui peuvent constituer une ressource humaine formidable et qualifiée pour soutenir la réalisation des aspirations de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Partenariats régionaux, nationaux et institutionnels sont un mécanisme clé pour partager des expériences et faciliter l'apprentissage croisé et la formation de plates-formes de partage des connaissances comme souligné dans ce qui suit:

- a) Il est nécessaire de s'engager dans l'enseignement supérieur agricole, la recherche et la capacité d'innovation à travers les continents pour l'adaptation des meilleures pratiques émergentes et pour maximiser les résultats positifs des alliances et des partenariats;
- b) Les universités doivent aborder conjointement les décideurs politiques, les gouvernements africains, les initiatives d'entrepreneuriat et de développement des entreprises continentales et de répondre aux appels à propositions en tant que réseaux

et / ou associations. Les universités africaines devraient se comparer à leurs homologues européens et impliquer les différents décideurs politiques de manière collective;

- c) La pandémie COVID-19 a créé de nouvelles possibilités de collaborations mondiales accrues pour les établissements universitaires en matière de recherche, de formation et de partage des meilleures pratiques. Des exemples de telles collaborations comprennent:
- i. Les universités en Afrique ont la possibilité de participer à des initiatives telles que le Green Deal grâce à un partenariat avec des universités européennes et d'autres institutions pour relever les défis mondiaux;
 - ii. Les partenariats entre les universités américaines et les partenaires africains pour la formation de formateurs et les programmes doctoraux en alternance pour la formation de scientifiques dans leur propre pays ont été mis en avant. Ces partenariats sont rentables et tirent parti de la technologie en ligne étant donné la récession économique actuelle et les coupes budgétaires causées par la pandémie COVID-19;
 - iii. Partenariats entre l'Inde et l'Afrique soutenus par le ministère indien des Affaires extérieures qui offre des bourses aux étudiants de maîtrise et de doctorat;
 - iv. Partenariats avec la Corée qui fonctionnent grâce à des initiatives telles que le programme PASET (Partenariat financé par la Banque mondiale pour les compétences en sciences appliquées, ingénierie et technologie) qui soutient les programmes de doctorat en sandwich et l'utilisation d'installations de haute technologie pour la recherche dans divers domaines, notamment la sécurité alimentaire et l'agro-industrie; cela pourrait être étendu à travers des réseaux régionaux tels que RUFORUM pour soutenir le développement du personnel dans les universités africaines;
 - v. Le programme sino-africain pour la science et la technologie (STB), qui aborde les problèmes liés à l'agriculture à l'aide de données de recherche. STB implique déjà 34 étudiants internationaux d'Afrique dans la recherche communautaire;
 - vi. Le modèle de mobilité universitaire et d'engagement de la diaspora qui comprend des bourses, de petites subventions pour la recherche étudiante, des échanges de personnel et des liens avec la diaspora pour renforcer la capacité des universités africaines; et,
 - vii. Opportunités de partenariat fournies par l'Association des universités africaines (AAU) pour un plaidoyer conjoint, la mobilisation de ressources, la recherche continentale, l'extension et la réplication du programme d'assistantat d'enseignement supérieur RUFORUM (GTA).

- viii. Opportunités de partenariats pour renforcer les capacités de l'enseignement supérieur en agriculture, science, technologie et innovation à travers le partenariat CUA-Ligue arabe
- d) Afin de favoriser le partage d'informations au niveau mondial entre les différents acteurs de l'enseignement supérieur, des plates-formes de réseaux interinstitutionnels doivent être créées; des informations relatives aux webinaires, aux bourses, aux opportunités d'emploi pour n'en citer que quelques-uns, peuvent être mises à disposition via ces plateformes;
 - e) Il est nécessaire d'explorer et de renforcer l'engagement université-secteur privé et de redéfinir les liens université-communauté pour garantir une éducation pertinente et efficace pour atteindre les cibles de l'Agenda 2063 et des ODD;
 - f) La collaboration entre divers acteurs, y compris les étudiants, dans les systèmes de vulgarisation restera la clé du succès des systèmes agroalimentaires. Dans cet esprit, les liens existants entre la recherche et la vulgarisation et les secteurs public-privé doivent être renforcés davantage pour soutenir l'innovation, le développement et la diffusion de technologies et une communication efficace;
 - g) La formation de partenariats solides avec des acteurs non traditionnels des services de vulgarisation agricole doit être sérieusement envisagée. À cet égard, les organisations sous-régionales telles que l'ASARECA, le CCARDESA et le CORAF ont un rôle clé à jouer dans la promotion de ces liens, le renforcement des capacités pour le conditionnement de l'information, le développement d'outils numériques pour le service de vulgarisation et les agriculteurs, et la direction de la planification conjointe entre la vulgarisation et la recherche. et fournir un soutien à la diffusion de la technologie;
 - h) Des partenariats solides entre les universités et les services consultatifs agricoles peuvent soutenir la mise à jour des programmes, en particulier dans les cours sur les outils numériques et les programmes sur la prospective.

3. Développement des capacités humaines

L'épidémie du nouveau virus Corona (COVID-19) a sensibilisé le monde à l'effet dévastateur des maladies infectieuses émergentes sur les populations et les économies humaines. La capacité de préparation de l'Afrique reste limitée face aux épidémies de maladies infectieuses et à d'autres urgences potentielles de santé publique. Les universités ont un rôle essentiel à jouer dans la préparation, la réponse et le suivi des pandémies émergentes et réémergentes, elles doivent développer rapidement les capacités indispensables pour le continent. Les résultats du dialogue pour le développement des capacités humaines sont les suivants:

- a) Afin de tirer parti de la poussée des jeunes, il est nécessaire de dispenser un enseignement de base et supérieur, en particulier, axé sur l'enseignement des sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques communément appelés STEM, le développement des

- compétences professionnelles et la révolution des technologies de l'information et de la communication (TIC) . Une attention particulière doit être accordée à la réduction des lacunes des infrastructures, en tirant parti des solutions locales en construisant des systèmes éducatifs de haute qualité, en formant les jeunes aux STEM et aux sciences connexes,
- b) Les universités devraient développer les compétences et connaissances de haut niveau requises et soutenir la formation au niveau technique. En tant que réseau, RUFORUM devrait identifier, inventorier et exploiter les domaines d'excellence existants parmi ses universités membres et relancer le développement des compétences requises dans les domaines clés de lacunes.
 - c) Dans la chaîne de valeur de l'éducation, il est nécessaire de changer la façon dont les gens apprennent, ce que les gens apprennent, quand les gens apprennent et pourquoi les gens apprennent, et repenser l'environnement d'apprentissage des élèves. Les établissements universitaires devraient aller au-delà de la simple fourniture de connaissances sur la science, la technologie et la société, mais aussi doter les diplômés de compétences en éthique et en leadership pour améliorer les conditions du monde;
 - d) Les gouvernements africains devraient soutenir la création et l'hébergement de centres d'excellence pour la formation et la recherche dans leurs pays dans le cadre du renforcement de l'enseignement supérieur. L'opérationnalisation de ces centres permettrait non seulement d'améliorer l'enseignement supérieur agricole, mais aussi de renforcer et d'encourager la formation sur le continent (et donc de freiner la fuite des cerveaux), le développement de programmes de formation régionaux basés sur les lacunes de compétences identifiées, la recherche étudiante adaptée au contexte, la collaboration intra-africaine et la mobilité ; et,
 - e) Les établissements d'enseignement supérieur africains devraient profiter du soutien de la Commission de l'Union africaine pour faire progresser l'enseignement supérieur, la science et la technologie. L'élaboration d'un cadre continental de recherche, la réforme des programmes, l'harmonisation et l'assurance de la qualité dans l'éducation renforceront le développement des capacités humaines et l'innovation sur le continent.
 - f) Les gouvernements africains et la Commission de l'Union africaine doivent diriger l'opérationnalisation des cinq initiatives continentales convenues par les ministres africains de l'agriculture, de l'éducation, de la science, de la technologie et de l'innovation lors de leur réunion au Ghana en décembre 2019, qui mettent l'accent, entre autres, sur le renforcement Capacités du personnel et augmentation du pool de femmes scientifiques dans les universités et instituts de recherche africains ([lien](#))

4. Application des technologies à l'éducation et à la recherche

Les universités du continent ont des capacités numériques et en ligne variées; plusieurs doivent faire face à des problèmes d'inégalité, de faible connectivité et de capacité insuffisante de leur personnel et de leurs étudiants à gérer l'apprentissage en ligne dans un contexte de finances

réduites. Malgré cela, la pandémie COVID-19 a généré des résultats et des opportunités tels que la mise en place et l'acceptation accélérées de plates-formes numériques dans les universités. Cela s'est traduit par une flexibilité et une commodité accrues pour l'apprentissage des étudiants, l'accès à des conférences, des ateliers et des séminaires en ligne gratuits et des possibilités d'élargissement des réseaux internationaux. En conséquence:

- a) Il est nécessaire de revoir les politiques nationales et institutionnelles en matière de TIC, d'augmenter les investissements dans le développement de l'infrastructure TIC requise, de créer des plates-formes d'apprentissage en ligne, de permettre un accès gratuit aux ressources d'apprentissage en ligne, d'élaborer des stratégies pour promouvoir l'enseignement et l'apprentissage à distance et de réduire la fracture numérique ;
- b) Par le biais de plateformes de connaissances et de partenariats, il faut se concentrer sur l'identification, le développement et le partage des ressources électroniques pour l'enseignement, l'apprentissage et la recherche;
- c) Plusieurs parties prenantes envisagent de soutenir l'opérationnalisation de l'initiative du Programme africain d'agriculture numérique (AfriDAP) qui promeut les technologies numériques dans la chaîne de valeur agricole, l'enseignement supérieur agricole et pour le renforcement des capacités en science des données.

5. Inclusion et autonomisation des femmes et des filles dans l'enseignement supérieur

La plus grande ressource de l'Afrique est sa population et l'éducation est un droit humain transformateur reconnu qui a le potentiel d'égaliser la société en ce qui concerne la santé, le sexe, le revenu et les notions d'identité. À cet égard, des politiques qui favorisent l'inclusion et l'équité doivent être élaborées.

- a) Une action positive est nécessaire pour accroître l'éducation des filles et la participation des femmes à la direction et au monde universitaire;
- b) Afin de créer un meilleur environnement d'apprentissage après le COVID-19, il est nécessaire de procéder à de solides réformes de la politique institutionnelle, à un soutien accru des TIC au personnel et aux étudiants, à la promotion de l'égalité des chances d'apprentissage pour tous les étudiants et à davantage de programmes d'échange virtuel entre le personnel et les étudiants; et,
- c) Il est nécessaire de repenser le concept d'éducation et d'élaborer des actions qui transforment l'éducation en une culture d'apprentissage. Cela nécessitera un engagement multipartite pour développer des stratégies, des programmes et des politiques pour guider le processus de changement.
- d) Il est nécessaire que les gouvernements africains s'attaquent d'urgence au fossé éducatif entre les centres ruraux et urbains



Conclusions:

La série de webinaires RUFORUM (2020) a généré plusieurs domaines d'intérêt et des recommandations pour renforcer l'enseignement supérieur, les partenariats et les réponses aux défis émergents, en particulier les effets de la pandémie COVID-19, le changement et la variabilité climatiques et les nouvelles pandémies de ravageurs et de maladies du bétail et des cultures. Un engagement multipartite est nécessaire pour développer des actions à court et à long terme pour résoudre les problèmes soulevés. Les universités ne doivent pas seulement plaider en faveur d'un soutien, car elles tirent parti des opportunités créées par la pandémie et du dialogue qui en a résulté qui a réuni les décideurs politiques, les agences internationales, les organismes régionaux et continentaux, les responsables de l'enseignement supérieur, le secteur privé, les OSR, les étudiants et les acteurs communautaires, mais devraient démontrer leur capacité par la recherche et l'engagement communautaire en tant que moteurs du changement et la préparation à faire partie de la solution